



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Épinal, le 23/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GIE DU COSTET BEILLARD**

2648 route de Colmar  
88400 Xonrupt-Longemer

Références : S-24-1079RP

Code AIOT : 0006204549

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement GIE DU COSTET BEILLARD implanté Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et s'appuie sur l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2638/2008 du 13 août 2008.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE DU COSTET BEILLARD
- Le Costet Beillard, chemin de la cleurie 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006204549
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est la station d'épuration qui traite les effluents aqueux de la société Blanchiment de Xonrupt II.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- eau de surface.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bilan de fonctionnement de la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station d'épuration présente un fonctionnement qui n'appelle pas de remarque depuis le début de l'année 2024. Un nouvel arrêté préfectoral viendra prochainement modifier les autorisations de rejets aussi bien en flux qu'en concentration.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Caractéristiques des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, caractéristiques des rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Par ailleurs, les effluents en sortie de la station devront satisfaire aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• température : &lt; 30°C</li> <li>• 5,5&lt; pH&lt; 8,5</li> <li>• débit : 1000 m3/j</li> <li>• MES : &lt; 35 mg/L et flux &lt; 39,5 kg/j</li> <li>• DBO5 : &lt; 30 mg/L et flux &lt; 33,8 kg/j</li> <li>• DCO : flux &lt; 252 kg/j (flux mensuel &lt; 210 kg/j)</li> <li>• NGL : &lt; 10mg/L</li> <li>• AOX : &lt; 1 mg/L</li> <li>• P : &lt; 10 mg/L</li> </ul> <p>Les valeurs fixées ci-dessus s'imposent à des mesures réalisées sur des prélèvements moyens, de 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne devra dépasser le double de la valeur limite prescrite. La dilution des effluents est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate, par exploitation des données déposées sur le site de télédéclaration GIDAF, qu'aucun dépassement significatif n'a été observé depuis le début de l'année 2024.</p> <p>Un nouvel arrêté préfectoral viendra prochainement revoir les concentrations et flux autorisés. Pour pouvoir respecter la nouvelle concentration autorisée pour le paramètre Phosphore, l'exploitant conduit à ce jour des essais d'utilisation de déphosphatant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare ses émissions via le site de télédéclaration GIDAF. L'inspection remarque en revanche que la dernière déclaration date de juin 2024. Un retard de 3 mois est donc constaté. L'exploitant indique que ce retard est de la responsabilité de son prestataire. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit transmettre mensuellement les résultats d'analyses d'autosurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Bilan de fonctionnement de la station d'épuration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1er avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement de sa station de l'année. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins : <ul style="list-style-type: none"><li>• les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés ;</li><li>• une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté ;</li><li>• un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise ;</li><li>• un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année précédente (travaux, changement de process, ...) ;</li><li>• une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le bilan de fonctionnement au mois de mars 2024. Ce bilan chronologique fait le point de l'ensemble des événements qui ont eu lieu en 2023 (certification, pannes, travaux..), présente les rendements épuratoires et dresse une liste des investissements à venir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite